



# Perspectives économiques et financières

Avril 2016



BUREAU DU DIRECTEUR  
PARLEMENTAIRE DU  
BUDGET  
OFFICE OF THE  
PARLIAMENTARY  
BUDGET OFFICER

Ottawa, Canada  
19 avril 2016  
[www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir des analyses indépendantes au Parlement sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

Le présent rapport donne suite à la motion qu'a adoptée le Comité permanent des finances le 4 février 2016 : « que, conformément au mandat du directeur parlementaire du budget de fournir de façon indépendante des analyses sur la situation financière du Canada et les tendances de l'économie nationale (tel que stipulé dans la section 79.2 de la Loi sur le Parlement du Canada), le directeur parlementaire du budget fournisse au Comité une perspective économique et fiscale deux fois par année civile, soit la quatrième semaine du mois d'octobre et la quatrième semaine du mois d'avril, et par la suite, que le directeur demeure disponible pour comparaître devant le Comité afin de discuter des conclusions ».

Le présent document tient compte des données disponibles jusqu'au 12 avril 2016 inclusivement.

Le présent rapport a été préparé par le personnel du directeur parlementaire du budget. Veuillez envoyer un message à [pbo-dpb@parl.gc.ca](mailto:pbo-dpb@parl.gc.ca) pour obtenir plus de renseignements.

Jean-Denis Fréchette  
Directeur parlementaire du budget

# Table des matières

---

<b>Résumé</b>	<b>1</b>
<b>Perspectives économiques</b>	<b>4</b>
La performance économique récente du Canada	5
Perspectives économiques externes	6
Projection du prix du pétrole	7
Perspectives de l'économie canadienne	8
Écart de production	9
Comparaison : PIB nominal et Budget de 2016	10
<b>Perspectives financières</b>	<b>11</b>
Résumé des perspectives financières	12
Perspectives des revenus	13
Perspectives des dépenses	14
Cotisations et Compte des opérations de l'AE	15
Comparaison : perspectives du solde budgétaire et du Budget de 2016	16
Projection à long terme du ratio de la dette fédérale au PIB	17
<b>Annexes</b>	<b>18</b>
A: Perspectives économiques détaillées	19
B: Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016	20
C: Perspectives financières détaillées	21
D: Perspectives financières détaillées (% du PIB)	22
E: Perspectives financières du DPB – avril 2016 et novembre 2015	23
F: Perspectives financières du DPB et du Budget de 2016	24
<b>Notes</b>	<b>25</b>

# Sommaire

Le présent rapport donne suite à la motion adoptée par le Comité permanent des finances le 4 février 2016. Il tient compte des données disponibles jusqu'au 12 avril 2016 inclusivement.

Depuis le rapport de novembre 2015 du directeur parlementaire du budget (DPB), les perspectives de l'économie mondiale ont continué de se détériorer. Les attentes quant à la trajectoire future du prix des produits de base ont aussi été revues à la baisse.

Malgré cette faiblesse des perspectives externes, le DPB s'attend à ce que les mesures financières du Budget de 2016, combinées à la politique d'accompagnement monétaire en place, aident à soutenir l'économie canadienne.

Le DPB prévoit que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel remontera à 1,8 % en 2016, puis passera à 2,5 % en 2017. La croissance économique devrait ensuite ralentir de 2018 à 2020, en raison de l'arrivée à échéance des mesures budgétaires et de la normalisation de la politique monétaire.

Chaque année de 2016 à 2020, le PIB nominal – l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale – devrait être presque de 20 milliards de dollars en deçà, en moyenne, des prévisions du rapport de novembre dernier.

Cependant, notre projection du PIB nominal est, en moyenne, de 40 milliards de dollars supérieure, chaque année de 2016 à 2020, à l'hypothèse de planification retenue par le gouvernement dans le Budget de 2016. En 2016 et en 2017, l'écart atteint presque les 50 milliards de dollars.

**Tableau Sommaire 1 Perspectives économiques**

%	2015	2016	2017	2018-2020
<b>Croissance du PIB réel</b>	1,2	1,8	2,5	1,6
<b>Inflation du PIB</b>	-0,5	1,0	2,1	2,2
<b>PIB nominal (milliards de \$)</b>	1 986	2 043	2 138	2 308

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres de 2015 sont les valeurs réelles.

Dans ses perspectives budgétaires de novembre 2015, au début de la 42<sup>e</sup> législature, le DPB avait adopté une hypothèse de planification indépendante fondée sur le statu quo. Ces perspectives ont été mises à jour en fonction des mesures annoncées dans le Budget de 2016 et avant celui-ci.

Le DPB estime qu'un léger excédent a été enregistré en 2015-2016. Il s'attend à un déficit budgétaire de 20,5 milliards de dollars en 2016-2017, principalement attribuable aux nouvelles mesures de 13,2 milliards de dollars annoncées depuis la Mise à jour de l'automne. Le déficit devrait ensuite passer à 24,2 milliards de dollars en 2017-2018, en raison du passage au mécanisme d'équilibre sur sept ans du taux de cotisation à l'assurance emploi (réduction de 15 % des cotisations) et d'une augmentation de 7,5 milliards de dollars des charges de programmes directes.

Ensuite, le déficit devrait redescendre à 12,4 milliards de dollars de 2018-2019 à 2020-2021, le gouvernement projetant que les charges de programmes directes – particulièrement les dépenses de fonctionnement des ministères – resteront à un niveau fixe de 2017-2018 à 2019-2020.

Le DPB prédit un déficit budgétaire de 4,5 milliards de dollars inférieur, en moyenne, à celui que projette le Budget de 2016 pendant la période visée. Cet écart moyen correspond grosso modo à l'ajustement des prévisions employé dans le Budget de 2016, qui retranche 40 milliards de dollars (soit des revenus de 6 milliards de dollars) au PIB de chaque année de la période de projection du gouvernement.

## Tableau Sommaire 2 Perspectives financières

G\$	Prévision						
	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
Revenus budgétaire	282,3	294,8	295,8	306,5	318,7	332,4	346,3
Charges de programmes	253,8	268,7	291,6	304,8	308,7	314,2	322,8
Frais de la dette publique	26,6	25,4	24,7	25,9	28,9	33,0	35,9
<b>Total des charges</b>	280,4	294,2	316,3	330,7	337,6	347,2	358,7
<b>Solde budgétaire</b>	<b>1,9</b>	<b>0,7</b>	<b>-20,5</b>	<b>-24,2</b>	<b>-18,9</b>	<b>-14,8</b>	<b>-12,4</b>
<b>Solde structurel</b>	4,1	8,3	-15,1	-24,6	-21,6	-16,8	-13,4
<b>Dette fédérale (% du PIB)</b>	<b>31,0</b>	<b>30,9</b>	<b>31,0</b>	<b>30,8</b>	<b>30,4</b>	<b>30,0</b>	<b>29,4</b>

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Dans le Budget de 2016, le gouvernement énonce sa volonté de rétablir l'équilibre budgétaire et de réduire le ratio de la dette fédérale au PIB d'ici 2020-2021. Afin d'évaluer sur une période prolongée la viabilité des finances du gouvernement, nous projetons à long terme, bien au-delà de 2020-2021, la trajectoire de la dette fédérale relative au PIB.

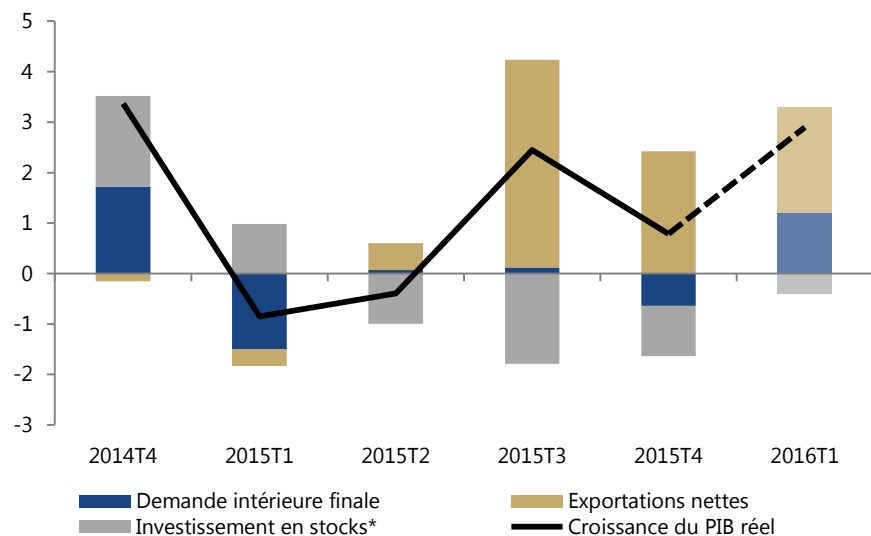
Ainsi, notre projection révèle que le ratio de la dette fédérale au PIB devrait diminuer à long terme, et que l'élimination de la dette sera réalisée d'ici 50 ans. C'est donc dire que la structure financière sous-jacente au Budget de 2016 est viable à long terme.

# Perspectives économiques

---

## Figure 1 La performance économique récente du Canada

### Contributions à la croissance du PIB réel, points de pourcentage



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : L'investissement en stocks comprend aussi la contribution de la divergence statistique.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel au Canada a été de 0,8 % au quatrième trimestre de 2015, un ralentissement attribuable à la croissance au ralenti des exportations et à la baisse de la demande intérieure finale. La faiblesse de la demande intérieure finale en 2015 reflète dans une large mesure la baisse, sous l'effet de la chute du prix du pétrole, de l'investissement non résidentiel des entreprises dans les bâtiments.

Cependant, les indicateurs mensuels récents donnent à penser que la croissance du PIB réel rebondira à 2,9 % au premier trimestre de 2016, les dépenses de consommation et celles du gouvernement renforçant la demande intérieure finale.

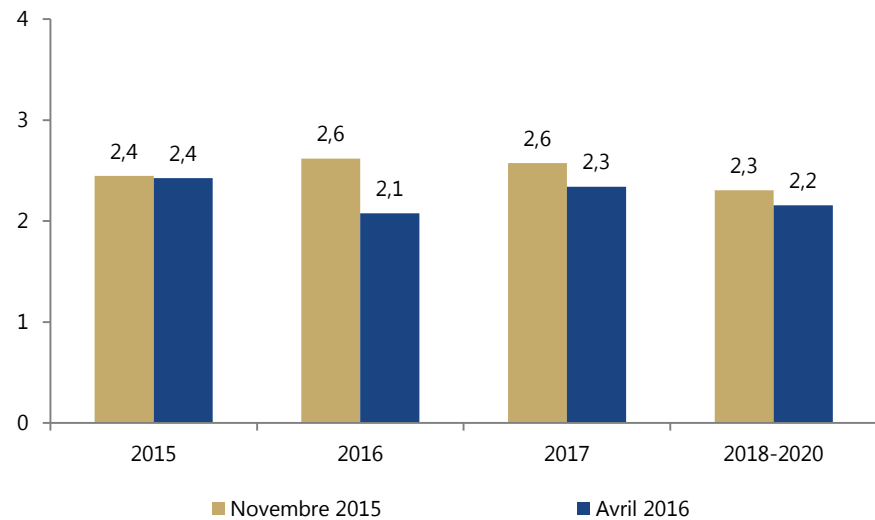
Le DPB juge que, à la lumière de ses estimations du PIB potentiel, l'économie canadienne n'atteint toujours pas sa pleine capacité de production. Selon nos calculs, l'économie du Canada était, au premier trimestre de 2016, de 0,8 % en deçà du PIB potentiel (l'écart de production était donc de -0,8 %).

Sauf en mars (où une hausse robuste de 41 000 emplois nets a été enregistrée), la croissance de l'emploi n'a pas été reluisante. Au cours des 6 mois précédents, quelque 5 000 emplois ont été créés chaque mois. Le taux de chômage est au-dessus de 7 % depuis octobre 2015, alors que le taux d'activité a fléchi pendant la même période.



## Figure 2 Perspectives économiques externes

### Croissance du PIB réel des États-Unis, %



Sources : Bureau of Economic Analysis et Directeur parlementaire du budget.

Note : Dans la projection d'avril 2016, le chiffre pour 2015 est la valeur réelle.

Il y a sous-performance de l'économie mondiale depuis novembre dernier. La situation est en partie attribuable à la reprise plus faible que prévu de l'activité économique aux États-Unis en novembre.

Dans ses Perspectives de l'économie mondiale d'avril de 2016, le Fonds monétaire international (FMI) indique que, en raison d'ajustements macroéconomiques difficiles, les perspectives de croissance dans différentes régions sont amoindries ou incertaines, d'où une hausse des risques mondiaux. En comparaison de ses perspectives d'octobre de 2015, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB mondial : de 0,4 point de pourcentage en 2016 et de 0,3 point de pourcentage en 2017.

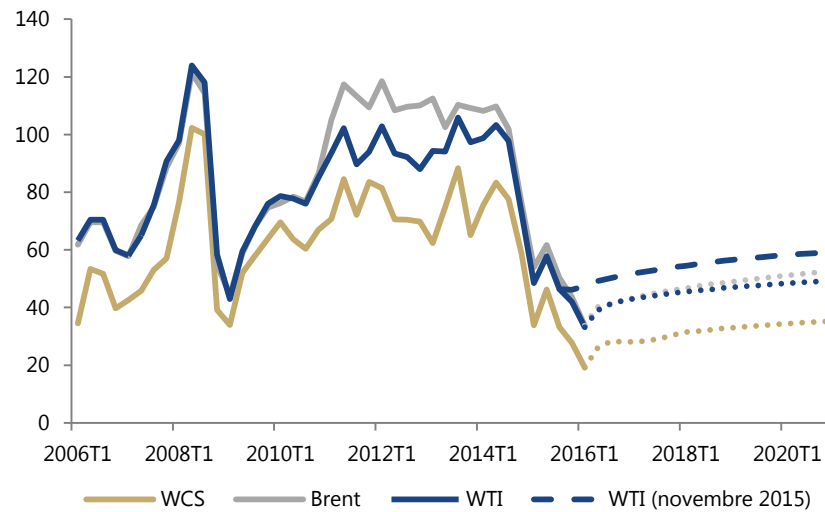
La faiblesse du secteur externe aura un effet à la baisse sur la demande des exportations canadiennes. Nous nous attendons à ce que le PIB réel des États-Unis croisse de 2,1 % en 2016 et de 2,3 % en 2017, ce qui est respectivement de 0,5 et de 0,3 point de pourcentage en deçà des prévisions de novembre dernier.

L'effet combiné du dollar fort et de la baisse de l'investissement des entreprises liée à l'énergie continuera de limiter la croissance de l'économie américaine. La consommation privée et la construction résidentielle devraient soutenir la croissance à moyen terme, mais ces activités ont une teneur en éléments importés relativement plus faible que l'investissement des entreprises.

Étant donné la faiblesse des perspectives de croissance et la fragilité de l'environnement externe, nous croyons maintenant que la Réserve fédérale augmentera le taux d'intérêt à un rythme plus graduel que prévu en novembre.

Figure 3 Projection du prix du pétrole

Prix du pétrole brut, \$ US le baril



Sources : Baytex Energy Corp.; Bloomberg L.P.; U.S. Energy Information Administration; et directeur parlementaire du budget.

Note : WTI signifie West Texas Intermediate; WCS signifie Western Canadian Select. La période de projection va du 2e trimestre de 2016 au 4e trimestre de 2020. Les prix projetés du pétrole se fondent sur les cours à terme moyen du 18 mars au 7 avril 2016.

Après avoir chuté à moins de 30 \$ US le baril en janvier et en février, le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) s'est récemment stabilisé à environ 40 \$ US le baril. En mars, on a annoncé que des producteurs membres et non membres de l'OPEP se réuniront le 17 avril pour envisager un gel de la production pétrolière, question d'en contrer l'excédent.

À la lumière des cours à terme récents, nous prévoyons que le cours du pétrole WTI atteindra 42 \$ US le baril d'ici la fin de 2016, puis, graduellement, 49 \$ US le baril d'ici la fin de 2020. C'est environ 10 \$ US de moins, en moyenne, que nos projections de novembre dernier.

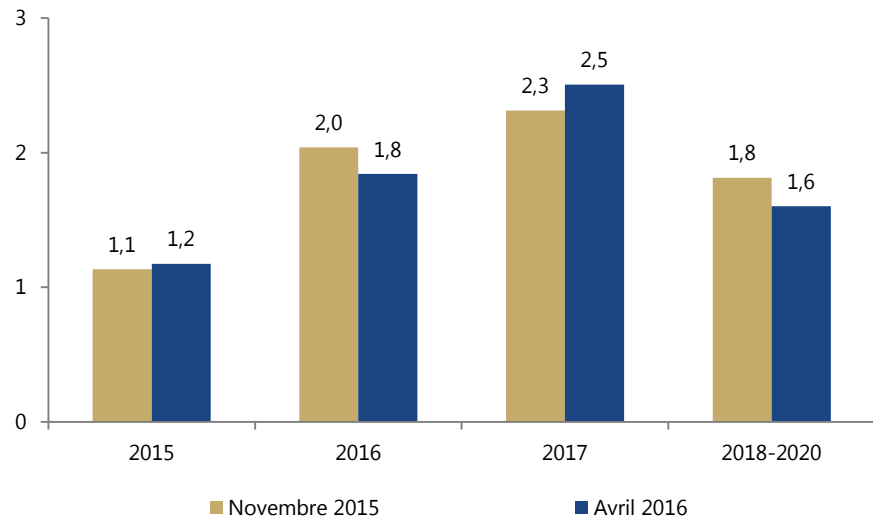
Le cours des produits de base non énergétiques a augmenté ces derniers mois, et ce, dans toutes les grandes catégories. Cela dit, l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada demeure bien en deçà de son niveau moyen de 2015.

Le cours des produits non énergétiques devrait suivre à court terme les prix des contrats à terme, puis augmenter au même rythme que l'indice des prix du PIB américain.

Dans l'ensemble, la projection du DPB pour le cours des produits de base réel (c'est-à-dire l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada corrigé de l'indice des prix du PIB américain) est de 11 % inférieure, en moyenne, à celle de novembre dernier.

## Figure 4 Perspectives de l'économie canadienne

### Croissance du PIB réel, %



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Dans la projection d'avril 2016, le chiffre pour 2015 est la valeur réelle.

Le DPB projette que la croissance du PIB réel remontera à 1,8 % en 2016, puis à 2,5 % en 2017. Cette hausse est attribuable aux mesures budgétaires fédérales, qui attiseront la demande intérieure, et à la politique monétaire, qui demeure accommodante. Nous présumons que la Banque du Canada maintiendra son taux directeur à ½ % jusqu'au quatrième trimestre de 2017. La croissance économique devrait ensuite ralentir de 2018 à 2020, en raison de l'arrivée à échéance des mesures budgétaires et de la normalisation de la politique monétaire.

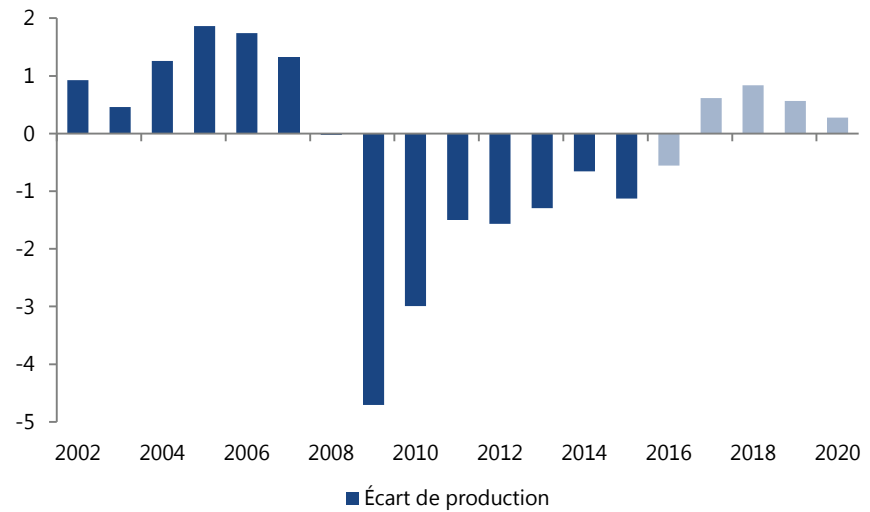
Nous continuons de nous attendre à un rééquilibrage de l'économie canadienne. Les dépenses de consommation et l'habitation devraient occuper une place moindre dans le PIB réel, au profit des exportations et de l'investissement des entreprises.

Si la croissance du PIB réel en 2016 est inférieure à notre projection de novembre dernier, c'est surtout parce que la croissance de la demande intérieure finale a été moindre que prévu au quatrième trimestre de 2015. L'impact de la faiblesse des perspectives externes en 2016 et en 2017 est neutralisé par les mesures du Budget de 2016 (et les autres annoncées depuis la Mise à jour de l'automne), ainsi que par l'aménagement monétaire apporté pendant cette période<sup>1</sup>. Nous présumons que les mesures budgétaires fédérales seront pleinement mises en œuvre telles qu'elles sont annoncées dans le Budget de 2016.

Nous retranchons 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, à notre projection de la croissance du PIB réel de 2018 à 2020. Cette révision à la baisse reflète une croissance plus faible des dépenses de consommation et l'investissement résidentiel. Un résumé détaillé des perspectives économiques se trouve à l'annexe A.

Figure 5 Écart de production

PIB réel par rapport au PIB potentiel, % de différence



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection va de 2016 à 2020.

Selon les estimations du DPB, l'économie canadienne ne réalise pas son PIB potentiel depuis 2008. Mais, grâce à la remontée et à la reprise de la croissance maintenant attendues, le PIB réel devrait dépasser le PIB potentiel au début de 2017.

Cependant, ce dépassement est attribuable à un ralentissement temporaire de la croissance du PIB potentiel, principalement sous l'effet de la chute de l'investissement des entreprises en 2015 et pendant la première moitié de 2016. Ainsi, la croissance du PIB potentiel, qui était de 1,7 % au début de 2015, devrait passer temporairement à 1,3 % en moyenne jusqu'en 2017. Si la croissance du PIB potentiel se maintenait à 1,7 % au cours de cette période, l'économie (toutes autres choses étant égales) resterait en deçà de son potentiel en 2017, au lieu de l'excéder.

Nous prévoyons donc que l'économie dépassera le niveau du PIB potentiel, mais les pressions inflationnistes resteront circonscrites. L'inflation sous-jacente dépassera à peine (2,1 %) la cible de 2 % de 2018 et de 2019.

De 2018 à 2020, la croissance annuelle du PIB potentiel devrait être de 1,7 % en moyenne, ce qui est à ce que nous avons prévu en novembre.

**Tableau 1 Comparaison : PIB nominal et Budget de 2016**

**PIB nominal, milliards de dollars**

	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
DPB – avril 2016	1 986	2 043	2 138	2 226	2 307	2 391
Budget de 2016 – hypothèses aux fins de planification	1 988	1 996	2 089	2 181	2 273	2 368
différence	-2	47	49	45	34	23

Sources : Statistique Canada; Finances Canada; et directeur parlementaire du budget.

Notre projection, comme les précédentes, postule que les chances que les résultats soient meilleurs ou pires sont, globalement, égales. Puisqu'elle tient compte de la prépondérance des risques, notre projection constitue une base de planification financière naturelle.

La croissance du PIB nominal est le produit de la croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB. De 2016 à 2020, nous projetons que la croissance annuelle du PIB nominal sera de 3,8 % en moyenne, que celle du PIB réel sera de 1,8 % en moyenne, et que l'inflation du PIB sera de 1,9 % en moyenne.

La croissance annuelle moyenne prévue du PIB nominal de 2016 à 2020 (3,8 %) est inférieure à la projection de novembre, qui était de 4,0 %. La différence est attribuable à la faiblesse de la croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB. Rajusté en fonction des révisions antérieures, le PIB nominal annuel de 2016 à 2020 sera, en moyenne, presque de 20 milliards de dollars inférieur à ce que nous avons projeté en novembre dernier.

Notre projection du PIB nominal annuel est, en moyenne, de 40 milliards de dollars supérieure, de 2016 à 2020, à l'hypothèse de planification retenue dans le Budget de 2016. En 2016 et en 2017, l'écart atteint presque les 50 milliards de dollars.

Par contraste, notre projection du PIB nominal de 2016 à 2020 est globalement conforme à la prévision moyenne du secteur privé, telle que l'a établie l'enquête de Finances Canada en février 2016. En effet, la différence entre notre projection du PIB nominal et la prévision du secteur privé en février est, en moyenne, moins de 0,5 milliards de dollars par année au cours de cette période.

Bien que leur échéancier précis soit encore incertain, nous croyons que les mesures financières annoncées par le gouvernement fédéral auront un impact considérable sur l'économie canadienne.

De plus, à la lumière de notre projection actuelle et du degré d'exactitude des prévisions antérieures du secteur privé, nous continuons de croire que l'ajustement des prévisions du PIB nominal adopté pour 2016 et 2017 dans le Budget de 2016 est excessif<sup>2</sup>. Selon le DPB, un risque de hausse s'applique à cette hypothèse pour l'ensemble de la période de projection 2016-2020. Voir à l'annexe B une comparaison des perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016.

# Perspectives financières

---

**Tableau 2** Résumé des perspectives financières

G\$	Prévision						
	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
Revenus budgétaire	282,3	294,8	295,8	306,5	318,7	332,4	346,3
Charges de programmes	253,8	268,7	291,6	304,8	308,7	314,2	322,8
Frais de la dette publique	26,6	25,4	24,7	25,9	28,9	33,0	35,9
<b>Total des charges</b>	280,4	294,2	316,3	330,7	337,6	347,2	358,7
<b>Solde budgétaire</b>	<b>1,9</b>	<b>0,7</b>	<b>-20,5</b>	<b>-24,2</b>	<b>-18,9</b>	<b>-14,8</b>	<b>-12,4</b>
<b>Solde structurel budgétaire</b>	4,1	8,3	-15,1	-24,6	-21,6	-16,8	-13,4
<b>Dette fédérale (% du PIB)</b>	<b>31,0</b>	<b>30,9</b>	<b>31,0</b>	<b>30,8</b>	<b>30,4</b>	<b>30,0</b>	<b>29,4</b>

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB estime qu'un excédent modeste a été enregistré en 2015-2016, ce qui est à peu près ce qu'il projetait aussi en novembre 2015. La hausse des rentrées mensuelles a compensé les dépenses supplémentaires découlant du Budget de 2016, comme la reconnaissance selon la comptabilité d'exercice des améliorations à la Nouvelle Charte des anciens combattants.

Nous nous attendons à un déficit budgétaire de 20,5 milliards de dollars en 2016-2017, principalement attribuable aux nouvelles mesures de 13,2 milliards de dollars annoncées depuis la Mise à jour de l'automne. Le déficit devrait ensuite passer à 24,2 milliards de dollars en 2017-2018, en raison du passage au mécanisme d'équilibre sur sept ans du taux de cotisation à l'assurance emploi (réduction de 15 % des cotisations) et d'une augmentation de 7,5 milliards de dollars des charges de programmes directes. Cette augmentation des charges de programmes directes découle tant du plan de dépenses de base que des mesures supplémentaires apportées après la Mise à jour de l'automne.

Le déficit devrait redescendre à 12,4 milliards de dollars de 2018-2019 à 2020-2021, le gouvernement projetant que les charges de programmes directes resteront à un niveau fixe de 2017-2018 à 2019-2020.

Le solde budgétaire structurel permet d'estimer quelle serait la position financière sous-jacente du gouvernement si l'économie et la politique gouvernementale étaient soumises à des conditions normales.

Ainsi, si la croissance économique n'avait pas ralenti en 2015-2016 et si le prix des produits de base n'avait pas baissé, nous estimons que le solde budgétaire aurait été de 8,3 milliards plutôt que de 0,7 milliard de dollars. De même, le déficit budgétaire en 2016-2017 aurait été de 15,1 milliards plutôt que de 20,5 milliards de dollars. Le DPB estime que le solde budgétaire structurel suivra grosso modo la trajectoire du solde budgétaire après 2016-2017, à mesure que se fermera l'écart de production et que les prix des produits de base convergeront vers la tendance.

Voir à l'annexe C et D des résumés détaillés des perspectives financières et à l'annexe E une comparaison avec nos perspectives de novembre 2015.

**Tableau 3 Perspectives des revenus**

G\$	Prévision						
	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Impôt sur le revenu</b>							
Impôt sur le revenu des particuliers	135,7	141,8	147,0	154,2	161,5	169,6	177,8
Impôt sur le revenu des sociétés	39,4	41,6	39,3	40,9	41,4	43,1	44,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	6,2	6,5	6,4	6,6	6,9	7,2	7,5
Impôt total sur le revenu	181,4	189,9	192,8	201,7	209,7	219,9	230,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>							
Taxe sur les produits et services	31,3	34,0	34,0	35,4	36,7	38,3	39,9
Droits de douane à l'importation	4,6	5,3	5,0	4,6	4,8	5,0	5,3
Autres taxes et droits d'accise	11,3	11,7	11,2	11,3	11,3	11,3	11,2
Total des taxes et droits d'accise	47,2	51,0	50,3	51,4	52,8	54,7	56,3
<b>Cotisations d'AE</b>	22,6	23,3	23,5	21,5	22,2	22,3	22,9
<b>Autres revenus</b>	31,2	30,6	29,2	31,9	34,0	35,5	36,8
<b>Total des revenus budgétaires</b>	282,3	294,8	295,8	306,5	318,7	332,4	346,3

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Pendant la période de projection, les recettes découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers seront de 0,5 milliard de dollars inférieures, en moyenne, à ce que le DPB projetait en novembre. Cette baisse est attribuable aux perspectives révisées du PIB nominal, lesquelles sont en partie contrebalancées par la hausse des revenus découlant des mesures introduites dans les Perspectives de l'économie canadienne publiées en février 2016 par Finances Canada, puis dans le Budget de 2016.

Les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés seront de 3,3 milliards de dollars supérieures, en moyenne, en raison de la hausse d'un rendement accru de l'impôt, de l'annulation des dernières réductions du taux d'imposition des petites entreprises, et de l'accroissement des mesures d'observation fiscale.

Les recettes de la taxe sur les produits et services, les droits de douane et les droits d'accise restent à peu près les mêmes.

Les cotisations à l'assurance-emploi augmentent, en raison du changement au taux de cotisation nécessaire au financement des prestations bonifiées du Budget de 2016.

Enfin, le DPB a considérablement réduit son estimation des autres revenus parce qu'il a eu accès à de nouveaux renseignements, notamment les détails supplémentaires sur les sociétés d'État rendus publics dans le Budget de 2016 et les plans d'entreprise déposés au Parlement. Ces documents révèlent que les profits récents de ces sociétés sont le fait de rentrées d'argent ponctuelles et de contrats appelés à prendre fin. La perspective du DPB pour ces revenus reste supérieure, à hauteur de 1,2 milliard de dollars en moyenne, à la prévision énoncée dans le Budget de 2016.



Tableau 4 Perspectives des dépenses

G\$	Prévision						
	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Transferts aux personnes</b>							
Prestations aux aînés	44,1	45,7	48,4	51,3	54,3	57,4	60,7
Prestations d'AE	18,1	19,1	21,6	21,8	21,5	21,5	21,6
Prestations pour enfants	14,3	18,1	21,5	22,3	22,1	21,7	21,3
<b>Transferts aux gouvernements</b>	63,1	65,8	68,7	70,5	72,6	75,2	77,9
<b>Charges de programmes directes</b>	114,3	119,9	131,4	138,8	138,3	138,4	141,2
<b>Frais de la dette publique</b>	26,6	25,4	24,7	25,9	28,9	33,0	35,9
<b>Total des dépenses</b>	280,4	294,2	316,3	330,7	337,6	347,2	358,7

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Les prestations aux personnes âgées ont été révisées à la hausse, par rapport à notre projection de novembre, étant donné que le Budget de 2016 bonifie le Supplément de revenu garanti.

Les dépenses d'assurance-emploi ont été revues à la hausse en raison du Budget de 2016, qui prévoit la bonification de l'accès et des prestations.

Les prestations pour enfants ont été révisées à la hausse à hauteur de 3,8 milliards de dollars en 2017-2018, première année complète d'exécution de l'Allocation canadienne pour enfants. Mais comme cette prestation n'est pas indexée, l'écart entre les dépenses qu'elle occasionne et le coût des allocations pour enfants antérieures ne sera plus que de 1,9 milliard de dollars en 2020-2021.

Le DPB intègre à ses estimations les charges de programmes directes (CPD), soit les dépenses de fonctionnement ministérielles, les subventions et l'amortissement des immobilisations énoncés dans le Budget de 2016. Or, les prévisions à cet égard pourraient avoir un effet soit à la hausse, soit à la baisse sur les perspectives financières.

L'effet pourrait être à la hausse parce que les gouvernements ont tendance à ne pas faire toutes les dépenses annoncées dans le budget. Comme le DPB l'a signalé antérieurement, il semble y avoir corrélation entre l'inutilisation des fonds et l'augmentation des CPD<sup>3</sup>. Les dépenses ces deux prochains exercices pourraient donc être plus faibles que prévu.

Par contre, l'effet pourrait être la baisse étant donné que les CPD sont principalement constituées des dépenses de fonctionnement des ministères et organismes, lesquelles sont censées rester au fixe les quatre dernières années de la projection. Cela dit, ce « gel » pourrait être difficile à concrétiser : la quasi-totalité des conventions collectives devront être renégociées, et toute augmentation des salaires ou des avantages s'ajoutera aux dépenses de fonctionnement.

**Tableau 5 Cotisations et Compte des opérations de l'AE**

G\$	<b>2014- 2015</b>	<b>2015- 2016</b>	<b>2016- 2017</b>	<b>2017- 2018</b>	<b>2018- 2019</b>	<b>2019- 2020</b>	<b>2020- 2021</b>
Cotisations d'AE	22,6	23,3	23,5	21,5	22,2	22,3	22,9
Prestations d'AE	18,1	19,1	21,6	21,8	21,5	21,5	21,6
Dépenses d'administration	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Solde annuel	3,3	2,9	0,6	-1,7	-0,6	-0,5	-0,1
Solde cumulatif	0,5	3,4	4,0	2,3	1,7	1,2	1,1
			<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Taux de prestations (DPB)	1,88	1,88	1,88	1,59	1,59	1,59	1,59
Taux de prestations (Budget de 2016)	1,88	1,88	1,88	1,61	1,61	1,61	1,61

Sources : Directeur parlementaire du budget et Finances Canada.

Note : Pour le calcul du solde du Compte, un rajustement supplémentaire est apporté pour les cotisations des employés fédéraux. Ce rajustement, qui n'est pas illustré dans le tableau, augmente les revenus de 0,4 milliard de dollars en moyenne chaque année.

Le Compte des opérations de l'assurance-emploi (AE) est un compte à fins déterminées consolidé où sont portées les recettes et les dépenses qui servent à déterminer les taux de cotisation à l'AE. Ce compte devrait présenter un excédent de 3,4 milliards de dollars en 2015-2016, et un excédent de 4,0 milliards de dollars à la fin de 2016-2017, en raison du gel des taux maintenu en 2016.

La bonification des prestations d'AE en 2016 et les années subséquentes a beaucoup fait fondre l'excédent cumulatif prévu au Compte des opérations (dans ses perspectives de novembre dernier, le DPB avait prévu que l'excédent atteindrait un sommet de 6,3 milliards de dollars en 2016-2017).

Comme l'exige le cadre d'équilibre sur sept ans, le compte devra enregistrer un déficit annuel de 0,7 milliard de dollars en moyenne, de 2017-2018 à 2020-2021, pour que soit éliminé l'excédent et compensé l'excédent attendu des recettes sur les dépenses au-delà de la période de projection.

**Tableau 6 Comparaison : perspectives du solde budgétaire et du Budget de 2016**

G\$	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
Solde budgétaire (DPB)	0,7	-20,5	-24,2	-18,9	-14,8	-12,4
Solde budgétaire (Budget de 2016)	-5,4	-29,4	-29,0	-22,8	-17,7	-14,3
Écart	6,1	8,9	4,8	3,9	2,9	1,9

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

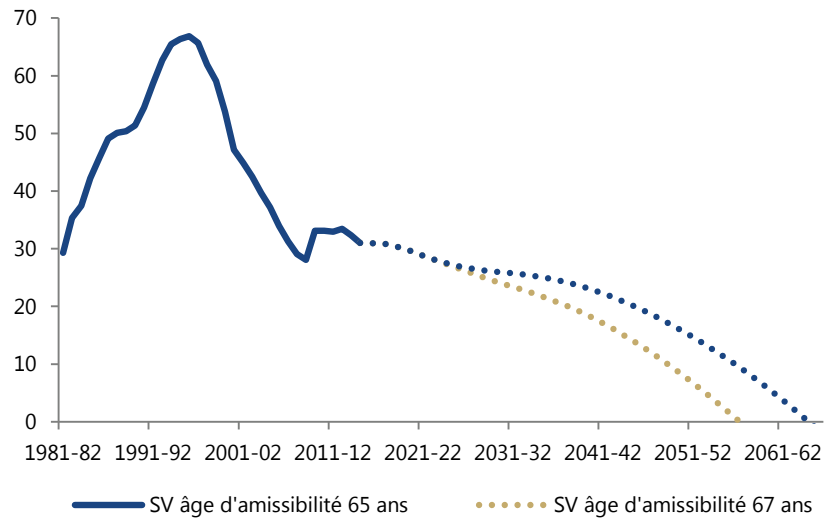
Le DPB estime qu'un léger excédent a été enregistré en 2015-2016, alors que le Budget de 2016 parle d'un déficit de 5,4 milliards de dollars. Cet écart peut s'expliquer par l'incertitude des rajustements de fin d'exercice, et par l'usage d'hypothèses et de renseignements économiques et financiers différents.

L'écart entre la projection du DPB et celle du Budget de 2016 est particulièrement prononcé en 2016-2017, année où notre estimation du déficit est de 8,9 milliards de dollars inférieure à celle du gouvernement. Cette différence dépasse le montant du rajustement au risque apporté par le gouvernement : celui-ci retranche 40 milliards de dollars (soit des revenus de 6 milliards de dollars) au PIB de 2016-2017 à 2020-2021. D'autres facteurs jouent aussi, dont le fait que les données économiques dépassent les attentes formulées par les économistes du secteur privé lors de l'enquête de février, et que les recettes des sociétés d'État ont été plus élevées que prévu.

Le DPB calcule que, jusqu'à la fin de la période de projection, le solde budgétaire sera de 4,5 milliards de dollars plus élevé, en moyenne, que ne l'estime le Budget de 2016. Cet écart moyen correspond grosso modo à l'ajustement de planification employé dans le Budget de 2016.

Voir à l'annexe F une comparaison des perspectives financières du DPB et du Budget de 2016.

Figure 6 Projection à long terme du ratio de la dette fédérale au PIB



Sources : Finances Canada; Statistique Canada; et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection va de 2015-2016 à 2065-2066.

Dans le Budget de 2016, le gouvernement énonce sa volonté de rétablir l'équilibre budgétaire et de réduire le ratio de la dette fédérale au PIB d'ici 2020-2021. Afin d'évaluer sur une période prolongée la viabilité des finances du gouvernement, nous projetons à long terme, bien au-delà de 2020-2021, la trajectoire de la dette fédérale (selon les comptes publics) relative au PIB (figure 6).

À cette fin, nous utilisons les projections démographiques de Statistique Canada et postulons la continuation de la politique budgétaire actuelle, y compris les mesures annoncées dans le Budget de 2016. Nous présumons aussi que, au-delà de la période de projection quinquennale, l'économie atteindra sa pleine capacité de production à long terme.

Le ratio de la dette fédérale au PIB diminuera graduellement et la dette fédérale sera entièrement éliminée d'ici 2064-2065.

Forts de cette estimation, les parlementaires peuvent juger de l'annulation, dans le Budget de 2016, de l'accroissement de l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV) en 2023. La figure 6 montre aussi la trajectoire de la dette fédérale selon les termes de l'ancien plan (selon lequel l'admissibilité aurait été fixée à 67 ans). Même si le changement de l'âge d'admissibilité n'avait pas eu lieu, la dette fédérale serait éliminée d'ici 2057-2058 – sept ans plus tôt que la politique actuelle. Le coût en 2029-2030 – première année complète où le nouvel âge aurait été en vigueur – sera de 11,2 milliards de dollars (0,35 % du PIB) plus élevé aux termes des changements apportés dans le Budget de 2016.

Le DPB se prononcera sur la viabilité des finances gouvernementales – y compris dans les secteurs infranationaux – dans son prochain Rapport annuel sur la viabilité financière.

# Annexes

---

## A : Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Croissance du PIB réel</b>						
Novembre 2015	1,1	2,0	2,3	1,8	1,8	1,8
Avril 2016	1,2	1,8	2,5	1,8	1,5	1,5
<b>Croissance du PIB potentiel</b>						
Novembre 2015	1,8	1,6	1,7	1,8	1,8	1,7
Avril 2016	1,7	1,3	1,3	1,6	1,7	1,8
<b>Inflation du PIB</b>						
Novembre 2015	-0,4	1,6	2,2	2,1	2,1	2,2
Avril 2016	-0,5	1,0	2,1	2,2	2,2	2,1
<b>Croissance du PIB nominal</b>						
Novembre 2015	0,7	3,7	4,5	4,0	3,9	4,0
Avril 2016	0,6	2,9	4,6	4,1	3,7	3,6
<b>PIB nominal (milliards de \$)</b>						
Novembre 2015	1 986	2 059	2 153	2 238	2 327	2 420
Avril 2016	1 986	2 043	2 138	2 226	2 307	2 391
<b>Taux des bons du Trésor à 3 mois</b>						
Novembre 2015	0,5	0,5	1,6	2,3	2,7	3,4
Avril 2016	0,5	0,5	0,6	2,0	3,0	3,3
<b>Taux des obligations du gouvernement à 10 ans</b>						
Novembre 2015	1,6	2,2	3,0	3,8	4,3	4,5
Avril 2016	1,5	1,6	2,2	3,1	3,8	4,1
<b>Taux de change (cents US / \$CAN)</b>						
Novembre 2015	78,4	75,4	75,0	74,9	74,7	74,7
Avril 2016	78,2	75,3	75,1	75,1	75,6	76,0
<b>Taux de chômage</b>						
Novembre 2015	6,9	6,9	6,6	6,4	6,3	6,2
Avril 2016	6,9	7,1	6,6	6,3	6,2	6,2
<b>Inflation de l'IPC</b>						
Novembre 2015	1,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0
Avril 2016	1,1	1,8	2,2	2,2	2,1	2,1
<b>Croissance du PIB réel américain</b>						
Novembre 2015	2,4	2,6	2,6	2,4	2,3	2,2
Avril 2016	2,4	2,1	2,3	2,2	2,1	2,1
<b>Prix du pétrole WTI (\$US)</b>						
Novembre 2015	50	49	53	55	57	59
Avril 2016	49	39	44	46	48	49

Sources : Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Department of Energy; et directeur parlementaire du budget.

Note : Le niveau du PIB nominal établi en novembre a été rajusté en fonction de révisions historiques.

## B : Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016

% sauf indication contraire	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Croissance du PIB réel</b>						
Budget de 2016	1,2	1,4	2,2	2,2	2,0	1,9
DPB – avril 2016	1,2	1,8	2,5	1,8	1,5	1,5
<b>Inflation du PIB</b>						
Budget de 2016	-0,4	1,0	2,4	2,1	2,1	2,1
DPB – avril 2016	-0,5	1,0	2,1	2,2	2,2	2,1
<b>Croissance du PIB nominal</b>						
Budget de 2016	0,7	2,4	4,6	4,3	4,2	4,1
DPB – avril 2016	0,6	2,9	4,6	4,1	3,7	3,6
<b>PIB nominal (milliards de \$)</b>						
Budget de 2016	1 988	2 036	2 129	2 221	2 313	2 408
DPB – avril 2016	1 986	2 043	2 138	2 226	2 307	2 391
<b>Taux des bons du Trésor à 3 mois</b>						
Budget de 2016	0,5	0,5	0,7	1,6	2,4	2,7
DPB – avril 2016	0,5	0,5	0,6	2,0	3,0	3,3
<b>Taux des obligations du gouvernement à 10 ans</b>						
Budget de 2016	1,5	1,6	2,3	3,0	3,4	3,6
DPB – avril 2016	1,5	1,6	2,2	3,1	3,8	4,1
<b>Taux de change (cents US / \$CAN)</b>						
Budget de 2016	78,3	72,1	75,9	79,1	81,5	83,1
DPB – avril 2016	78,2	75,3	75,1	75,1	75,6	76,0
<b>Taux de chômage</b>						
Budget de 2016	6,9	7,1	6,9	6,5	6,4	6,3
DPB – avril 2016	6,9	7,1	6,6	6,3	6,2	6,2
<b>Inflation de l'IPC</b>						
Budget de 2016	1,2	1,6	2,0	2,0	2,0	2,0
DPB – avril 2016	1,1	1,8	2,2	2,2	2,1	2,1
<b>Croissance du PIB réel américain</b>						
Budget de 2016	2,4	2,3	2,4	2,4	2,2	2,1
DPB – avril 2016	2,4	2,1	2,3	2,2	2,1	2,1
<b>Prix du pétrole WTI (\$US)</b>						
Budget de 2016	49	40	52	59	63	63
DPB – avril 2016	49	39	44	46	48	49

Sources : Finances Canada; Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Department of Energy; et directeur parlementaire du budget.

## C : Perspectives financières détaillées

G\$	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Impôt sur le revenu</b>							
Impôt sur le revenu des particuliers	135,7	141,8	147,0	154,2	161,5	169,6	177,8
Impôt sur le revenu des sociétés	39,4	41,6	39,3	40,9	41,4	43,1	44,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	6,2	6,5	6,4	6,6	6,9	7,2	7,5
Impôt total sur le revenu	181,4	189,9	192,8	201,7	209,7	219,9	230,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>							
Taxe sur les produits et services	31,3	34,0	34,0	35,4	36,7	38,3	39,9
Droits de douane à l'importation	4,6	5,3	5,0	4,6	4,8	5,0	5,3
Autres taxes et droits d'accise	11,3	11,7	11,2	11,3	11,3	11,3	11,2
Total des taxes et droits d'accise	47,2	51,0	50,3	51,4	52,8	54,7	56,3
<b>Cotisations d'AE</b>	22,6	23,3	23,5	21,5	22,2	22,3	22,9
<b>Autres revenus</b>	31,2	30,6	29,2	31,9	34,0	35,5	36,8
<b>Total des revenus budgétaires</b>	282,3	294,8	295,8	306,5	318,7	332,4	346,3
<b>Principaux transferts aux personnes</b>							
Prestations aux aînés	44,1	45,7	48,4	51,3	54,3	57,4	60,7
Prestations d'AE	18,1	19,1	21,6	21,8	21,5	21,5	21,6
Prestations pour enfants	14,3	18,1	21,5	22,3	22,1	21,7	21,3
Total	76,5	83,0	91,5	95,4	97,8	100,7	103,7
<b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b>							
Transfert canadien en matière de santé	32,1	34,0	36,1	37,2	38,3	39,7	41,4
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	12,6	13,0	13,3	13,7	14,2	14,6	15,0
Péréquation	16,7	17,3	17,8	18,3	18,9	19,6	20,4
Formule de financement des territoires	3,5	3,6	3,7	3,8	3,9	4,1	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	2,0	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3
Autres arrangements fiscaux	-3,7	-4,0	-4,3	-4,6	-4,8	-5,1	-5,5
Total	63,1	65,8	68,7	70,5	72,6	75,2	77,9
<b>Charges de programmes directes</b>	114,3	119,9	131,4	138,8	138,3	138,4	141,2
<b>Frais de la dette publique</b>	26,6	25,4	24,7	25,9	28,9	33,0	35,9
<b>Total des charges</b>	280,4	294,2	316,3	330,7	337,6	347,2	358,7
<b>Solde budgétaire</b>	1,9	0,7	-20,5	-24,2	-18,9	-14,8	-12,4
<b>Dette fédérale</b>	612,3	613,2	633,7	657,9	676,7	691,6	703,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.



## D : Perspectives financières détaillées (% du PIB)

% du PIB	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Impôt sur le revenu</b>							
Impôt sur le revenu des particuliers	6,9	7,1	7,2	7,2	7,3	7,3	7,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2,0	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Impôt total sur le revenu	9,2	9,6	9,4	9,4	9,4	9,5	9,6
<b>Taxes et droits d'accise</b>							
Taxe sur les produits et services	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7
Droits de douane à l'importation	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres taxes et droits d'accise	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des taxes et droits d'accise	2,4	2,6	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
<b>Cotisations d'AE</b>							
	1,1	1,2	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>Autres revenus</b>							
	1,6	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
<b>Total des revenus budgétaires</b>	14,3	14,8	14,5	14,3	14,3	14,4	14,5
<b>Principaux transferts aux personnes</b>							
Prestations aux aînés	2,2	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5
Prestations d'AE	0,9	1,0	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
Prestations pour enfants	0,7	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
Total	3,9	4,2	4,5	4,5	4,4	4,4	4,3
<b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b>							
Transfert canadien en matière de santé	1,6	1,7	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Péréquation	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9
Formule de financement des territoires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Fonds de la taxe sur l'essence	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres arrangements fiscaux	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Total	3,2	3,3	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3
<b>Charges de programmes directes</b>							
	5,8	6,0	6,4	6,5	6,2	6,0	5,9
<b>Frais de la dette publique</b>							
	1,3	1,3	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5
<b>Total des charges</b>	14,2	14,8	15,5	15,5	15,2	15,0	15,0
<b>Solde budgétaire</b>	0,1	0,0	-1,0	-1,1	-0,8	-0,6	-0,5
<b>Dette fédérale</b>	31,0	30,9	31,0	30,8	30,4	30,0	29,4

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

## E : Perspectives financières du DPB—avril 2016 et novembre 2015

G\$ (Avril 2016 – Novembre 2015)	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Impôt sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	0,1	-0,5	-0,9	-0,9	-0,2	-0,7
Impôt sur le revenu des sociétés	3,8	2,1	2,9	3,0	3,5	4,3
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Impôt total sur le revenu	4,1	1,3	1,7	1,8	2,9	3,4
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	1,1	0,2	0,4	0,3	0,7	0,8
Droits de douane à l'importation	0,5	0,5	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
Autres taxes et droits d'accise	0,3	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2
Total des taxes et droits d'accise	2,0	0,5	0,2	0,2	0,6	0,5
<b>Cotisations d'AE</b>	-0,2	-0,2	1,2	1,2	1,2	1,6
<b>Autres revenus</b>	-2,7	-3,8	-4,4	-4,2	-4,2	-4,6
<b>Total des revenus budgétaires</b>	3,3	-2,2	-1,2	-1,0	0,5	0,9
<b>Principaux transferts aux personnes</b>						
Prestations aux aînés	0,1	0,2	0,4	0,6	0,7	0,5
Prestations d'AE	0,3	1,7	1,2	0,4	0,4	0,4
Prestations pour enfants	0,1	3,1	3,8	3,2	2,6	1,9
Total	0,4	5,0	5,4	4,3	3,7	2,7
<b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b>	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,1
<b>Charges de programmes directes</b>	4,1	10,6	15,3	11,1	8,3	7,2
<b>Frais de la dette publique</b>	-0,9	-0,5	-2,6	-2,9	-1,5	-0,9
<b>Total des charges</b>	3,8	15,3	18,3	12,9	10,7	9,1
<b>Solde budgétaire</b>	-0,6	-17,5	-19,5	-13,9	-10,2	-8,2
<b>Dette fédérale</b>	-0,3	17,1	36,6	50,5	60,8	67,9

Source : Directeur parlementaire du budget.

## F : Perspectives financières du DPB et du Budget de 2016

G\$ (DPB – Budget 2016)	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
<b>Impôt sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	-0,9	3,1	0,5	0,6	1,1	0,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2,8	1,4	1,0	1,0	1,0	0,4
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Impôt total sur le revenu	2,1	4,8	1,8	1,7	2,4	1,5
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	0,9	0,9	0,2	0,0	0,0	-0,1
Droits de douane à l'importation	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,4
Autres taxes et droits d'accise	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Total des taxes et droits d'accise	1,2	0,7	0,5	0,2	0,4	0,1
<b>Cotisations d'AE</b>	0,3	1,1	0,5	0,4	-0,4	-0,6
<b>Autres revenus</b>	0,0	1,5	1,7	1,1	0,6	0,8
<b>Total des revenus budgétaires</b>	3,6	8,1	4,5	3,4	3,1	1,9
<b>Principaux transferts aux personnes</b>						
Prestations aux aînés	0,1	0,0	0,2	0,4	0,5	0,6
Prestations d'AE	-0,3	0,5	0,2	0,2	0,0	-0,5
Prestations pour enfants	0,0	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4	-0,5
Total	-0,1	0,1	-0,1	0,1	0,2	-0,3
<b>Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement</b>						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,5	-0,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,3
Formule de financement des territoires	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Fonds de la taxe sur l'essence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres arrangements fiscaux	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Total	0,0	0,1	0,2	-0,1	-0,2	-0,2
<b>Charges de programmes directes</b>	-2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Frais de la dette publique</b>	-0,3	-1,0	-0,5	-0,5	0,2	0,4
<b>Total des charges</b>	-2,4	-0,8	-0,3	-0,4	0,2	0,1
<b>Solde budgétaire</b>	6,1	8,9	4,8	3,9	2,9	1,9
<b>Dette fédérale</b>	-6,1	-15,0	-19,8	-23,8	-26,6	-29,5

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

# Notes

---

1. Voir le rapport publié par le DPB le 6 avril 2016 qui fournit des estimations des impacts économiques des mesures du Budget de 2016 : [http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/Budget%202016/BUD16\\_Issues\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/Budget%202016/BUD16_Issues_FR.pdf).
2. Voir le rapport publié par le DPB le 6 avril 2016 pour une analyse des erreurs de prévision du secteur privé à l'égard du PIB nominal (selon les enquêtes de Finances Canada) et une évaluation du rajustement aux prévisions apporté par le gouvernement dans le Budget de 2016 : [http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/Budget%202016/BUD16\\_Issues\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/Budget%202016/BUD16_Issues_FR.pdf).
3. Voir le rapport publié par le DPB le 17 novembre 2015 : [http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2015/Lapse%202015/Lapse\\_Analysis\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2015/Lapse%202015/Lapse_Analysis_FR.pdf).